

Neutralité du Net : Google et Verizon réfutent les accusations du NYT

La neutralité du Net serait mise à mal cet été – révèle le [New York Times](#). Google s'en défend. Soupçonné de négocier avec l'opérateur télécom américain Verizon pour prioriser la transmission de ses données aux internautes, le moteur de recherche a démenti sur son compte Twitter ce 5 août.

[Ici](#), le tweet en question dit : « @NYTimes a tort. Nous n'avons eu aucune réunion avec Verizon concernant le fait de payer pour le transport de notre trafic. Nous restons engagés en faveur d'un Internet ouvert ».

Le 4 août dernier, le quotidien américain affirmait en effet que, selon des sources issues des deux entreprises, un accord était en cours de discussion entre Verizon et Google. En cause, la rapidité de transmission des données vers les mobinautes, moyennant une participation financière de la part des créateurs de contenus. Dans ce cas, **la neutralité du Net, l'égal accès aux réseaux, serait complètement remise en cause.**

Réaction immédiate de Google sur Twitter, mais le *New York Times* via sa porte-parole, **Diane McNulty**, persiste et signe, rapporte [PC Inpact](#). « Nous soutenons notre article, qui est basé sur des informations provenant de sources en position de connaître ces conversations. Le commentaire de Google à propos de l'article du NYT réfute quelque chose que l'article ne disait pas. »

Google affirme en effet qu'il ne paiera pas, mais ne réfute pas les accusations de priorisation des contenus sur le Web. Ce qui contribue à alimenter la vive polémique, lancée par les associations de défense des consommateurs. Pourtant le groupe de téléphonie a pris soin de démentir les déclarations du *New York Times* dans une déclaration à l'AFP:

« Nous n'avons pas eu de conversation avec Verizon sur une rémunération pour le transit du trafic Google [...] Le *New York Times* se trompe, tout simplement. »

Ces agissements mettent à mal la neutralité du Net mais aussi les efforts de **l'autorité des télécommunications** (FCC) pour définir un cadre assurant l'ouverture et la liberté d'internet outre-Atlantique.